



EFFACER LE
FORMULAIRE

ATTESTATION DE MISSION AFFAIRES PÉNALES

Les coefficients indiqués sont valables pour toutes les procédures pour lesquelles des décisions d'admission à l'aide juridictionnelle ont été prononcées à compter du 1er janvier 2021. Par exception, à compter du 1er juillet 2021 et pour les procédures listées par l'article 19-1 de la loi n°91-647 du 10 juillet 1991, c'est la date d'accomplissement de la mission qui est prise en compte pour déterminer le mécanisme de rétribution applicable à la procédure.



MINISTÈRE
DE LA
JUSTICE

Liberté
Égalité
Fraternité

Imprimé à utiliser à compter du 30 septembre 2021 / Mise à jour au 1er janvier 2024

AIDE JURIDICTIONNELLE

Loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 modifiée

Décret n° 2020-1717 du 28 décembre 2020 portant application de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique et relatif à l'aide juridictionnelle et à l'aide à l'intervention de l'avocat dans les procédures non juridictionnelles

N° d'A.F.M. : 41018

2024

Délivrée à

Maître :

Avocat de

Mme / M. :

Inscrit au Barreau de :

Dans

l'affaire :

Parquet :

Décision

BAJ du :

Aide juridictionnelle : ☐ TOTALE ☐ PARTIELLE

N°

B.A.J.:

Au moment de la
commission des faits la
personne assistée est :

☐ Mineure (m)

☐ Majeure (M)

N°	I. Nature de la mission – Affaires pénales ¹	Si la mission relève du champ d'application de l'article 19-1, public concerné 1	Coef.
Procédures devant la cour d'assises et procédures devant la chambre spéciale des mineurs ou le tribunal pour enfants statuant au criminel			
1	Assistance d'un mis en examen dans le cadre d'une instruction criminelle (f)	m	50 <input type="checkbox"/>